
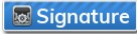




Bordereau de signature

D11_AVRIL2022 - Attribution du marché public 2021-019123

Signataire	Date	Annotation
wspapheur GF, <i>Application GF</i>	13/04/2022	 Visa
President, <i>President</i>	13/04/2022	  Certificat au nom de GERALDINE PFLIEGER (Présidente, SYND INTERCOM D'AMENAGEMENT DU CHABLAIS), émis par <u>Certinomis - Prime CA G2</u> , valide du 06 avr. 2021 à 10:20 au 06 avr. 2023 à 10:20.
<i>Application GF</i>		 Archivé

Dossier de type : CIRCUIT // Signature President

Bureau du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt deux, le treize avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

Absents/excusés :

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
LEI Josiane, Présidente CCPEVA
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Christophe MUTILLOD

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 6 avril 2022

Délibération affichée le :

Point n°5 – Attribution du marché public « Elaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » n° 2021-019 (fiche action B1-7 du contrat de rivières)

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels ont été inscrites, par transfert, pour le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, les compétences, basées sur l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, d'animation, y compris pédagogique, et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 11 juillet 2019, approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels, il a été précisé que le syndicat est habilité à exercer par délégation la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, habilitant le SIAC à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations, dont la finalité concourt à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visant les items 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement,

la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant les trois conventions à intervenir avec Thonon Agglomération, la Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance

La Présidente,

Signé par : Géraldine PFLIEGER
Date : 13/04/2022
Qualité : Présidente

Géraldine PFLIEGER

et la Communauté de Communes du Haut-Chablais, déléguant la compétence GeMAPI au SIAC par les intercommunalités membres du syndicat,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action B1-7 « Restauration et entretien des boisements de berges » du volet B1 du contrat de rivières,

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, indique à l'assemblée qu'il convient de statuer sur l'attribution marché public 2021-019 portant sur l'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Ce marché public a pour objet l'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire sur les cours d'eau principaux du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique en réactualisant les données d'ores et déjà disponibles et en intégrant les données les plus récentes. Les dossiers et les procédures réglementaires (DIG et enquête publique) nécessaires à l'instruction de ce plan de gestion par l'autorité compétente en la matière sont également à prévoir dans ce marché afin de pouvoir mettre en œuvre les opérations programmées.

L'ensemble des travaux envisagés dans ce plan de gestion aura pour but de réduire les risques hydrauliques liés à la végétation rivulaire sur le bassin versant tout en maintenant un bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

L'entretien des cours d'eau vise à avoir un équilibre durable entre la gestion du risque d'inondations et la préservation des fonctionnalités des milieux naturels aquatiques et rivulaires. Les travaux d'entretien à prévoir dans le plan de gestion consistent à traiter de manière sélective la végétation rivulaire par des recépages, des élagages et des abattages d'arbres qui menacent de tomber dans le lit, à extraire les embâcles du lit qui gênent l'écoulement des eaux et quand cela est jugé nécessaire.

Les opérations de restauration proposées par le plan de gestion viseront à rétablir une ripisylve fonctionnelle sur certains secteurs où celle-ci est altérée.

Ce plan de gestion des cours d'eau principaux du bassin versant portera sur :

- Les boisements de berge (ripisylves) ;
- Le bois mort (embâcles, arbres morts ponctuels ...) ;
- Les plantes exotiques envahissantes ;
- Les secteurs potentiels de prélèvement de saules (pour fourniture de chantiers).

Les objectifs de la mise en place de ce plan de gestion de la végétation rivulaire sont de prévoir des opérations permettant de :

- Maintenir le boisement de berge dans un état fonctionnel et adapté aux différentes demandes reconnues d'intérêt général tout en respectant les diverses contraintes réglementaires ou écologiques.
- Stopper la progression des plantes invasives sur les secteurs pas, peu ou moyennement envahis.
- Définir, organiser, prioriser et planifier les interventions d'entretien et de restauration des ripisylves sur plusieurs années.
- Prévoir et concevoir les opérations qui permettent de sécuriser le bassin versant.
- Intervenir ponctuellement en cas d'urgence.

Les prestations confiées au prestataire retenu pour ce marché public sont les suivantes :

Phase 1 : Mise à jour de l'état des lieux et actualisation du diagnostic

Phase 2 : Définition des objectifs de gestion et priorités d'intervention

Phase 3 : Etablissement d'un programme de travaux et des outils opérationnels de gestion

Phase 4 : Constitution et suivi des dossiers réglementaires du plan pluriannuel de gestion.

Le marché public est prévu pour une durée de 13 mois dont 5 mois de délai d'instruction.
Le taux de financement prévisionnel dans le cadre du contrat de rivières est de 80 % et le taux d'autofinancement de 20 %.

La consultation a été effectuée dans le cadre d'une procédure adaptée ouverte, la date limite de réception des offres était le 21/03/2022 à 12h00. Au total, 2 offres ont été déposées lors de cette consultation.

Les candidats mandataires sont :

- ECOTEC Environnement SA (en groupement conjoint avec Oxalis-CEVE et Eco-Saule'ution)
- AQUABIO

Le rapport d'analyse des offres est présenté en séance.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** l'attribution du marché 2021-019 pour l'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, à ECOTEC ENVIRONNEMENT, située 3, rue François-Ruchon- 1203 Genève en Suisse, pour un montant de 87 350 € H.T. soit 104 820 € T.T.C.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer ce marché ainsi que tout document nécessaire à la formalisation de cette commande et à l'exécution des prestations à intervenir.

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.